

# Des fuites révèlent la victoire de Martin Fayulu

RD CONGO Le candidat « battu » aurait en réalité obtenu près de 60 % des voix

► Des fuites remettent en cause l'ordre d'arrivée des candidats.

► Elles font de Martin Fayulu le vainqueur - et de loin - de l'élection présidentielle.

## DÉCODAGE

Une fraude massive, à la fois brutale et subtile. C'est ce qui se dégage désormais, non seulement des avertissements de l'épiscopat catholique, qui assurait, dès la publication des résultats, que ces derniers ne correspondaient pas à ses propres données, mais aussi des fuites révélées entre autres par le *Financial Times*, grâce à des lanceurs d'alerte qui ont réussi à communiquer à la presse étrangère des résultats enregistrés par le système électronique de 62.716 machines à voter.

Il apparaît ainsi, d'après 86 % des votes enregistrés sur l'ensemble du pays, que Martin Fayulu aurait obtenu 59,7 % des votes tandis que Félix Tshisekedi, alors qu'il avait été déclaré vainqueur par la Commission électorale avec 38,57 % des votes, n'aurait en réalité obtenu que 19 % des voix !

L'échec d'Emmanuel Shadary Ramazani, le dauphin du président Kabila, n'est par contre contesté par personne. Qu'il s'agisse des résultats officiels ou de chiffres émanant de fuites, il n'aurait engrangé que 23,8 % des voix, demeurant en troisième position.

## Le ton se durcit

Ces résultats qui diffèrent fortement des chiffres annoncés par la Céni proviennent de deux sources différentes : le premier document émane d'une « fuite »

au sein de la Céni, portant sur 87 % des suffrages exprimés. Le second émane de la conférence épiscopale qui était présente dans 40.000 bureaux de vote et porte sur 42,92 % des voix. Les données venues de la Céni auraient été communiquées aux chefs d'Etat d'Afrique centrale et australe par l'opposant Moïse Katumbi, empêché de participer aux élections et qui soutenait Martin Fayulu. Ces informations

diffusées dans la région expliquent le durcissement de ton enregistré depuis le week-end dans les pays voisins : au nom de la communauté internationale des pays des Grands Lacs, le président du Congo-Brazzaville Denis Sassou Nguesso a préconisé un recomptage des voix tandis que le président zambien, Edgar Lungu, président en exercice de la Communauté des Etats d'Afrique australe chargée des questions politiques, de défense et de sécurité, a lui aussi haussé le ton, suggérant un recomptage et la mise en place d'un gouvernement d'union nationale.

## Résultat très politique

Comment ces données chiffrées ont-elles pu faire l'objet de fuites ? Tout simplement parce que la fameuse machine à voter, présentée comme une simple imprimante, n'avait pas été désactivée comme la Céni s'était engagée à le faire : les tablettes de vote à écran tactile étaient bel

et bien équipées d'un port USB et d'une carte SIM. Alors qu'il avait été promis que seuls compteraient les résultats manuels, décollant donc du vote papier, les résultats enregistrés électriquement furent bien envoyés à la Céni. Cette dernière disposa donc, très tôt, d'une photographie réelle des opérations électorales et de leur résultat. Si la Cé-

ni fut informée rapidement de la victoire de Martin Fayulu, de son côté, le Front commun pour le Congo, qui défendait le dauphin Shadary, était probablement au courant de la situation réelle le soir même du vote. Ce qui explique, a posteriori, pourquoi une soirée de fête, qui devait célébrer sa victoire dès le 30 décembre, fut annulée en dernière minute, sans explications.

Cette connaissance de la réalité des votes n'empêcha pas Corneille Nangaa, le président de la Céni, de reporter la proclamation des résultats de l'élection présidentielle, au prétexte que le décompte manuel des résultats prenait du temps. En réalité, tout indique que le délai ainsi obtenu fut mis à profit pour « confectionner » un résultat très politique, établissant une sorte de « match nul » entre le « camp Kabila », qui prenait acte de l'échec de Shadary, et le « camp Fayulu » soutenu par Moïse Katumbi et Jean-Pierre Bemba, considérés comme des adversaires irréductibles. Tout cela au profit d'un troisième homme, Félix Tshisekedi, qui avant même d'être déclaré vainqueur, avait tenu dans *Le Soir* des propos très conciliants à l'égard du président sortant.

Pourquoi ces données ont-elles fuité une semaine après la proclamation des résultats de l'élec-

tion présidentielle ? Deux raisons peuvent être avancées : la première est la contradiction flagrante entre les résultats de la présidentielle et des législatives. Comment expliquer que le parti UDPS, soutenant un Félix Tshisekedi présenté comme futur président, n'ait engrangé qu'un très faible nombre de députés tandis que le Front commun pour le Congo (majorité présidentielle) obtint plus de 70 % des sièges dans les diverses assemblées ? Les FCC s'étaient organisés de longue date et avaient présenté des candidats à travers tout le pays et leur succès massif leur donne la majorité absolue au Parlement et donc le poste de Premier ministre.

## Dilemme délicat

Un autre facteur expliquant la divulgation de fuites est le fait que la Cour constitutionnelle ait entamé cette semaine l'examen des recours déposés par les divers candidats. Si la Céni n'a proclamé que des résultats « provisoires », seule la Cour constitutionnelle peut promulguer des résultats définitifs et elle pourrait encore prendre en compte les objections et les contradictions dans les chiffres.

Reste à savoir si la Cour pourra faire preuve d'indépendance alors que l'un de ses membres est l'influent M<sup>r</sup> Nkulu, qui fut le conseiller juridique du président Kabila.

Ses juristes seront confrontés à un dilemme difficile : soit ils entérinent les proclamations de la Céni et confirment la victoire de Félix Tshisekedi, soit ils annulent les élections, en invoquant les irrégularités et l'exclusion des 1,5 million d'électeurs de Beni, Butembo et Yumbi. Et dans ce cas, Joseph Kabila, le président sortant, restera au pouvoir... ■

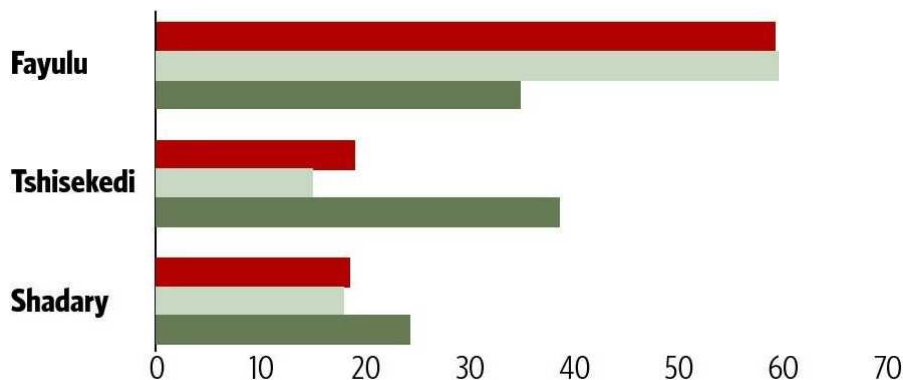
COLETTE BRAECKMAN

**19 %**  
Le résultat qu'aurait réellement obtenu Félix Tshisekedi à la présidentielle

tion présidentielle ? Deux rai-

## Les nouveaux chiffres montrent que Martin Fayulu a remporté la présidentielle congolaise

■ Chiffres qui ont fuité de la Céni par un lanceur d'alerte      ■ Chiffres de la Cenco (Eglise catholique congolaise)      ■ Chiffres provisoires officiels de la Céni



LE SOIR - 16.01.19 - Sources : FT analysis, Eglise catholique congolaise, Commission électorale nationale indépendante (Céni)

## diagonale En fourgonnette et sur Instagram, les 5 étoiles entrent en campagne

Plus de doute, nous sommes en campagne. Pour marquer l'entrée du Mouvement 5 étoiles dans la course aux élections européennes, le leader du mouvement anti-système italien, Luigi Di Maio, s'est fendu ce lundi d'un aller-retour Italie-Strasbourg... en fourgonnette. Et a, logiquement, mobilisé les outils qui ont contribué à son succès aux dernières élections pour relater son périple : Facebook et Instagram. Accompagné d'Alessandro Di Battista, ancien député 5 étoiles pressenti pour occuper une place de choix dans les mois qui arrivent, le vice-Premier ministre a posé les bases de la première campagne du mouvement. « Aujourd'hui, nous entamons une longue route jusqu'au 26 mai, jour

où nous apporterons de la couleur à cette Europe grise », a promis Di Maio via un direct sur les réseaux sociaux. Et pas de temps mort pour le duo qui a utilisé les fonctions « direct » d'Instagram et de Facebook pour répondre aux questions des abonnés. On ne change pas une recette qui gagne.

Arrivés peu après 16h à Strasbourg, Di Maio et Di Battista se sont plantés devant le Parlement européen : « Ce que vous voyez derrière nous n'est pas seulement un gaspillage d'argent mais aussi un symbole d'arrogance de la part de ceux qui nous ont fait la guerre à propos du budget italien », a lâché le vice-Premier ministre en pointant le bâtiment. Une charge, évidemment bien calculée, qui vient

nourrir l'un des points principaux des objectifs du Mouvement 5 étoiles pour les élections européennes : la réduction drastique des dépenses publiques. La fermeture du siège français du Parlement représenterait 200 millions d'euros d'économies, selon le Mouvement 5 étoiles. Une somme qui serait redirigée vers des programmes qui bénéficieraient aux citoyens européens, a précisé le député Massimo Castaldo à nos confrères d'Euractiv au début du mois de janvier.

En dénigrant Strasbourg et en accusant la France de s'accrocher à son siège pour des raisons purement financières, Di Maio poursuit sa rhétorique ferme en direction de l'Hexagone après avoir soutenu de manière appuyée le mouvement des gilets jaunes

français, les enjoignant à « ne pas faiblir » et allant jusqu'à leur proposer de mettre à disposition le système informatique utilisé par le mouvement italien. Une manière de draguer le mouvement contestataire français qui partage l'autre cheval de bataille du parti italien, la promotion de la démocratie directe. En revanche, le vice-Premier a profité de son escapade strasbourgeoise pour se distancier du parti avec lequel il partage le pouvoir à domicile : « Aux européennes, la Lie rejoindra un groupe de forces politiques qui soutiennent l'austérité et qui refusent d'accorder à l'Italie la redistribution des migrants à travers l'Europe. » C'est certain, il n'y aura pas de mariage entre anti-systèmes italiens le 26 mai. ■

MARINE BUISSON